

PARLEMENT EN OPEN SOURCE

LE 11 AVRIL 2012 RODOLPHE BARON

Ce mardi à Paris, en partenariat avec *OWNI*, la culture de l'open source est entrée au Parlement. À l'Assemblée nationale se déroulait en France le premier GouvCamp. Un projet citoyen qui vise à fabriquer le droit en mutualisant toutes les compétences de la société civile.



De la salle Lamartine de l'Assemblée Nationale, s'échappe un parfum de démocratie directe. Ce mardi 10 avril, les sièges disposés en cercles concentriques n'accueillent pas les parlementaires, qui occupent habituellement la salle de débat, mais des citoyens. Français, belges, suisses, tunisiens, syriens et même une délégation québécoise ont répondu présent pour ce **GouvCamp** à la française. Grande manifestation citoyenne – et francophone- le GouvCamp avait pour but de définir et d'améliorer le projet **Parlement et Citoyens** qui souhaite associer de façon directe le peuple à l'élaboration de la loi.

Dans ce but, une plateforme web open source a été élaborée. Elle permet «aux élus de collaborer avec les parties prenantes». L'objectif est de donner «de la visibilité aux propositions de lois déposées devant le parlement tout en leur assurant le soutien de la société civile».

Si l'initiative reste encore à un stade embryonnaire en Europe, dans l'hexagone le projet avance à grand pas. En quelques mois seulement, l'équipe de **Démocratie Ouverte**, qui porte le projet francophone, a réussi à sensibiliser les élus du Parlement au concept de "**Gouvernement Ouvert**" et organisé un **barcamp** avec une centaine de participants politiques, citoyens, développeurs, chercheurs...



Un pari ambitieux pour ces citoyens, jeunes pour la plupart et possédant une culture et des pratiques numériques avancées qui espèrent obtenir le même résultat que nos voisins d'outre-Atlantique. Le concept d'**OpenGov** est déjà sur les rails **au Canada** mais également aux Etats-Unis **sous l'impulsion de l'administration Obama**, pionnière en la matière.

La France, elle, fait figure de retardataire dans ce domaine. Le processus législatif y est parfois long et la mise en place d'un tel système suppose un bouleversement du paysage politique français ainsi qu'une refonte des pratiques parlementaires.

C'est pour répondre à ces problématiques méthodologiques mais également logistiques qu'acteurs et curieux se sont rassemblés hier. Au programme, débats et coups de projecteur sur les projet amis comme **PropX**, **MeetingVoxe** ou **Voxe.org** dont **nous vous parlions** il y a quelques semaines.

Débatues en ateliers avant d'être partagées, les propositions de définition, de financement et de choix techniques ont fait l'objet d'une notation par l'ensemble des participants à l'aide d'un système de cartons de couleur. Tous se sont accordés pour approuver Cyrille Béraud, Président de la **Fédération québécoise des communautés et industries du livre**, lorsqu'il déclarait :

Il ne peut y avoir de gouvernement ouvert sans une appropriation collective des logiciels libres.

En revanche, la question de l'attraction des citoyens vers la plateforme puis de les "fidéliser" a soulevé plusieurs réactions chez les participants dont beaucoup ont estimé qu'il ne s'agissait pas "de considérer le citoyen comme un client" et de réduire le projet à un objet marketing.

De la même manière, la réflexion sur le financement divise les participants. Si certains défendent le devoir pour les pouvoirs publics de mettre la main au portefeuille, d'autres ont fait valoir la nécessité d'indépendance qui devait entourer, de manière permanente, le processus vers un gouvernement ouvert.

À l'heure actuelle, le chiffrage du projet est difficile car les sources de financement n'ont pas encore été clairement définies. Cependant, à titre d'exemple, un membre de la délégation québécoise faisait remarquer que son pays s'était doté du matériel informatique approprié en reprenant les bases posées par les Américains pour un coût total de 75 000 dollars. Une contrainte budgétaire qui n'en est pas une quand on sait qu'un candidat à l'élection présidentielle française **peut dépenser avant le premier tour** jusqu'à 16,8 millions d'euros...

La suite du GouvCamp, devrait avoir lieu le 16 mai prochain et sera diffusée en streaming ou "web-diffusion en direct" comme le disent nos cousins québécois. D'ici là, les militants citoyens de l'OpenGov espèrent une convergence avec la Francophonie au moment **du sommet de Kinshasa en octobre**, et l'arrivée de bras supplémentaires comme nous le confiait Cyril Lage, l'un des organisateurs :



Le projet est debout depuis seulement quelques mois. Tout est à construire [mais] venez, il y a du boulot pour tout le monde.



Illustration par [armel.lecoz](#) (cc) et – avec autorisation - [emergent007](#) (@Emergent007)

NICOLADIAZ

le 11 avril 2012 - 18:31 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bonne initiative mais malheureusement plombée par une fausse plateforme web open source manufacturée en ASP.net -> .aspx d'un des plus grands défenseurs du monde libre j'ai nommé Micro\$oft. En somme une belle farce.

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BASTIEN JAILLOT

le 11 avril 2012 - 20:59 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Salut Rodolphe, Nicolas,

Une erreur s'est glissée dans l'article, la plateforme montrée pendant le gouvcamp n'a rien à voir avec le lien donné dans l'article. Nous avons fait la démo d'un prototype réalisé en Drupal et qui sera bien entendu sous licence libre et publié en open source.

Nous ne concevons pas de promouvoir la notion d'ouverture avec des technologies propriétaires, et d'ailleurs notre entière présentation était claire sur ce sujet.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

SIMON

le 11 avril 2012 - 21:42 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je confirme les propos de Bastien. Nous avons présenté les axes importants dans le choix des technologies et le développement de logiciel pour l'openGov/Opendata. Les points du slide étaient:

- Familiarité des pouvoirs publics
- intégration dans l'existant
- modulaire
- interfaçage avec d'autres systèmes
- large communauté de développeurs
- fiable et pérenne
- OpenSource

J'ai même (lourdement) insisté sur la nécessité d'une législation visant à interdire l'investissement de fonds publics dans le développement de logiciels propriétaires.

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

RODOLPHEBARON

le 11 avril 2012 - 22:23 • SIGNALER UN ABUS -



PERMALINK

Effectivement, l'erreur a été corrigée. Merci pour votre relecture minutieuse.

VOUS AIMEZ



3

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

NICOLADIAZ

le 12 avril 2012 - 17:19 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



merci je vais mieux :)

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

URANINUM

le 11 avril 2012 - 18:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Excellente initiative dont j'espère qu'elle prospérera.
Je soutiens pleinement (-)*

VOUS AIMEZ



6

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GUIVAG

le 12 avril 2012 - 16:39 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Ah ben voilà !

Plutôt que de tenter une Révolution qui ne se fera pas pour arriver à un système ou tout est à refaire (et rien n'as été prévu pour ça), voilà une belle manière de faire une Évolution...

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

4 pings

r2rien | Pearltrees le 20 avril 2012 - 11:23

[...] Si l'initiative reste encore à un stade embryonnaire en Europe, dans l'hexagone le projet avance à grand pas. Parlement en open source » OWNI, News, Augmented [...]

Parlement en open source « SAM7BLOG le 20 avril 2012 - 21:12

[...] >>> Source & Suite sur : <http://owni.fr/2012/04/11/le-parlement-de-lopen-source/> [...]

Avant l'heure, c'est pas l'heure. Mais après l'heure, c'est plus l'heure non plus. | Damien Van Achter le 23 avril 2012 - 13:37

[...] démocratie passera forcément à l'avenir par des systèmes en ligne dont les utilisateurs approuveront régulièrement et collectivement le bon [...]

Mise à jour de la rubrique « Sites et liens en vrac » « SAM7BLOG le 9 juillet 2012 - 21:20

[...] PARLEMENT EN OPEN SOURCE [...]

